



Ouverture de la négociation
«*Avenir de la Fonction publique* »
Parcours Professionnels / Carrières et Rémunérations

Intervention de la CGT

Madame la Ministre,

C'est peu de dire que cette négociation, la CGT la souhaitait. Mieux, elle la revendiquait. C'est d'ailleurs si vrai que, dès votre arrivée en juin 2012, nous vous remettons un mémorandum revendicatif où une large place était faite aux questions liées justement aux parcours professionnels, aux carrières et aux rémunérations.

Il faut dire que des années de politiques libérales ont conduit à une situation tout à fait catastrophique :

- Baisse du pouvoir d'achat
- Dégradation de la reconnaissance des qualifications ;
- Graves restrictions dans les amplitudes et les déroulements de carrière ;
- Inflation préoccupante des régimes indemnitaires et des rémunérations au mérite.

Et encore, à cette liste non exhaustive, il faut rajouter :

- Des réductions d'effectifs alarmantes ;
- Des réformes régressives et menées à la hussarde, comme la RGPP et la REATE ;
- Des lois synonymes de reculs du service public comme celle HPST ou celle dite de « *réorientation professionnelle* ».

Ce bref rappel pour souligner deux choses. La première, c'est l'urgente et l'impérieuse nécessité à apporter des réponses nouvelles et en rupture avec ces orientations et ces choix désastreux pour la Fonction publique et ses agents. La seconde, c'est que ce n'est pas à la CGT qu'on trouvera des nostalgiques de la politique de Nicolas Sarkozy et de ses comparses.

Madame la Ministre, cette condamnation sans ambiguïté des politiques antérieures souligne assez la consternation et la colère de la CGT face aux orientations aujourd'hui prônées par le gouvernement.

A la valse-hésitation du tout début, a vite succédé la valse du renoncement, puis aujourd'hui, la Valls attitude, avec un premier ministre plus enclin à envoyer des œillades au MEDEF et à la CITY qu'aux salariés et à la population en difficulté.

Arrimées à la logique insupportable et vouée à l'échec du pacte de responsabilité, lui, le Président de la République et le gouvernement auquel vous appartenez affichent chaque jour d'avantage leurs choix en faveur du profit, des dividendes juteux, quand ce n'est pas que des ministres qui se répandent en déclarations scandaleuses contre les travailleurs et les chômeurs.

Derniers exemples tristement emblématique en date : les PLF et PLFSS 2015.

Les nouvelles amputations drastiques qu'ils prévoient dans les dépenses publiques socialement utiles, tant pour l'Etat, les Collectivités Territoriales que l'Hôpital Public sont absolument inacceptables.

Et à ces perspectives budgétaires néfastes, faut-il ajouter des lois et des projets de loi impactant profondément les collectivités territoriales et leurs agents, textes qui vont là aussi dans le mauvais sens. Il faut également évoquer la nouvelle réforme de l'Administration Territoriale de l'Etat, porteuse de lourds reculs, élaborée sans la moindre concertation.

Dès lors, Madame la Ministre, comment croire que débute aujourd'hui une véritable négociation ? Comment accorder le crédit nécessaire à vos propos, quand, dans le même temps, des annonces tombent sur le gel de la valeur du point jusqu'en 2017, sur de nouvelles et massives suppressions d'emplois et sur la réduction de moitié des enveloppes budgétaires consacrées aux mesures catégorielles.

Si la CGT, est favorable à d'indispensables réformes, elle a d'ailleurs de multiples propositions, que toutes celles-ci n'ont pas forcément un coût budgétaire, notre organisation syndicale tient cependant à vous affirmer qu'il ne peut y avoir de réformes de progrès social dans le cadre d'une politique d'austérité.

D'ailleurs, cette politique, Madame la Ministre, nous continuerons de la combattre résolument dès le 16 octobre, date d'une nouvelle journée d'action interprofessionnelle. Et nous entendons bien, le plus vite possible, renforcer ce mouvement avec toutes celles des organisations syndicales qui se refusent à accepter l'inacceptable et qui affirment avec raison que des politiques alternatives existent bel et bien.

Si, en dépit de votre politique actuelle, la CGT a fait le choix d'être présente aujourd'hui, c'est qu'elle veut porter haut et fort le développement du service public et les aspirations des agents qui le font vivre.

C'est aussi qu'elle ne veut pas désespérer complètement et à priori de la négociation si importante que vous dites vouloir conduire.

Encore une fois, nous ne nous cantonnerons pas à une simple posture de refus mais nous porterons de multiples propositions. Néanmoins, nous ne serons ni une caution ni des faire valoir.

Il faut donc immédiatement, et dès la séquence de la première réunion, que nous soyons entendus, que nos avis soient pris en compte, que nos priorités soient respectées.

Vous l'aurez compris, Madame la Ministre, être présent aujourd'hui à la table des négociations ne signifie en rien pour la CGT l'abandon de ses revendications en matière des pouvoirs d'achat, d'emploi, de qualité du service public, ni un blanc seing pour les semaines et les mois qui viennent.

Nous procéderons donc rapidement à un bilan d'étape de cette négociation et nous déciderons, au vu des éléments concrets si nous y demeurerons ou non.

A vous de nous démontrer, Madame la Ministre, que cette négociation en vaut véritablement la peine.